



**TECHNOLOGIES D-BOX INC.
(la « Société »)**

NOTICE ANNUELLE

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2016

Le 21 juin 2016

TABLE DES MATIÈRES

| | | | |
|---|----|--|----|
| GÉNÉRALITÉS | 2 | Administrateurs | 12 |
| MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION | | Membres de la haute direction | 15 |
| PROSPECTIVE | 2 | Actions de la société détenues par les | |
| STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ | 3 | administrateurs et les membres de la haute | |
| Dénomination, constitution en personne morale et | | direction | 15 |
| coordonnées | 3 | RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMITÉ D'AUDIT | 15 |
| DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ | 3 | Charte du comité d'audit | 15 |
| Historique de la société au cours des trois derniers | | Formation et expérience pertinente | 16 |
| exercices (du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2016) | 4 | Politiques et procédures d'autorisation préalable de | |
| DESCRIPTION DES ACTIVITÉS | 4 | services d'audit | 16 |
| Activités | 4 | POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI | 17 |
| Stratégie d'entreprise | 5 | MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES | |
| Activités de commercialisation | 6 | INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS | |
| Distribution | 7 | IMPORTANTES | 17 |
| Propriété intellectuelle | 7 | CONTRATS IMPORTANTS | 17 |
| Recherche et développement | 8 | AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA | |
| Production et service | 9 | TENUE DES REGISTRES | 18 |
| Facteurs de risque | 9 | INTÉRÊTS DES EXPERTS | 18 |
| DIVIDENDES | 11 | RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 18 |
| MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES | 11 | ANNEXE A : CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT DE | |
| STRUCTURE DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ | 12 | TECHNOLOGIES D-BOX INC. | 19 |
| Description de la structure du capital | 12 | | |
| ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE | | | |
| DIRECTION | 12 | | |

GÉNÉRALITÉS

La présente notice annuelle est datée du 21 juin 2016. Sauf indication contraire, les renseignements qu'elle renferme sont établis en date du 31 mars 2016 et tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Certains renseignements figurant dans la présente notice annuelle pourraient constituer de l'« information prospective » au sens des lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières. Sauf si les lois canadiennes en valeurs mobilières l'exigent, la Société n'assume aucune obligation de mettre à jour ou de réviser toute information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Du fait même de sa nature, l'information prospective est assujettie à de nombreux risques et incertitudes et elle est fondée sur plusieurs hypothèses qui donnent lieu à la possibilité que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes de la Société exprimées ou sous-entendues dans cette information prospective et que les objectifs, plans, priorités stratégiques et perspectives commerciales de la Société pourraient ne pas se réaliser. Par conséquent, la Société ne peut garantir la réalisation de l'information prospective. L'information prospective est présentée dans la présente notice annuelle en vue de donner des renseignements sur les attentes et les plans actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et à d'autres parties de mieux comprendre le contexte dans lequel la Société exerce ses activités. Toutefois, les lecteurs sont mis en garde du fait que cette information prospective peut ne pas convenir à d'autres fins.

L'information prospective présentée dans la présente notice annuelle est fondée sur un certain nombre d'hypothèses que la Société estimait raisonnables au moment où elle a fourni l'information prospective. Les facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes de la Société exprimées ou sous-entendues dans l'information prospective comprennent notamment la conjoncture économique générale, les changements aux coûts des produits et aux réseaux d'approvisionnement, la capacité de forger des alliances stratégiques rentables, les fluctuations des devises, le risque lié à la clientèle et le risque de crédit, y compris la concentration des ventes auprès d'un nombre restreint de clients, les coûts associés à la responsabilité civile du fait des produits, les changements aux réglementations fiscales, à l'interprétation ou à l'application de ces réglementations, la capacité continue de concevoir des produits et de soutenir les noms de marques, la protection de la propriété intellectuelle, les changements à l'environnement

réglementaire, l'accès continu aux fonds propres et les coûts des emprunts connexes, les changements aux hypothèses sur lesquelles se fonde l'évaluation des actifs incorporels, et la capacité d'attirer et de fidéliser des hauts dirigeants clés et une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ces éléments et d'autres facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des attentes exprimées ou sous-entendues dans l'information prospective sont décrits dans l'ensemble de la présente notice annuelle et, en particulier, à la section intitulée « Facteurs de risque ».

La Société met en garde les lecteurs que les risques énumérés ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles de la toucher. D'autres risques et incertitudes, pour l'instant non connus de la Société ou que celle-ci juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

DÉNOMINATION, CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE ET COORDONNÉES

D-BOX Audio inc. (« D-BOX Audio ») a été constituée le 15 décembre 1992 en vertu de la *Loi sur les compagnies* du Québec, sous la dénomination 2967-8141 Québec inc. Le 16 février 1994, ses statuts ont été modifiés afin de changer sa dénomination sociale à D-BOX Audio inc. Le 1^{er} septembre 2000, toutes les actions émises et en circulation de D-BOX Audio ont été acquises par Altitude Venture Capital Corporation/Corporation de capital de Risque Altitude (« Altitude »), une société de capital de démarrage inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX, par une prise de contrôle inversée. En date du 1^{er} avril 2011, la Société a migré de la Bourse de croissance TSX à la Bourse de Toronto.

Altitude a été constituée le 19 juin 1998 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Le 28 septembre 1998, les statuts d'Altitude ont été modifiés afin de permettre certains pouvoirs d'emprunt. À la suite de la prise de contrôle inversée de D-BOX Audio, les statuts d'Altitude ont été modifiés le 22 novembre 2000 afin de changer la dénomination sociale pour D-BOX Technologies Inc./Technologies D-BOX inc. D-BOX Audio a été dissoute le 30 août 2001 et ses actifs et son exploitation ont été transférés à la compagnie mère. Les statuts de la Société ont été modifiés à nouveau le 19 août 2004 pour permettre au conseil d'administration de nommer des administrateurs supplémentaires conformément à la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

La filiale de la Société, D-BOX USA Inc. (« D-BOX USA »), a été constituée en vertu des lois de l'État du Delaware le 16 mai 2006. D-BOX USA est une filiale à part entière de la Société. À moins que le contexte n'exige une interprétation différente, dans la présente notice annuelle, le terme « D-BOX » désigne la Société et D-BOX USA, et tient également compte de l'entreprise initialement exploitée par D-BOX Audio.

Le siège social de la Société est situé au 2172, rue de la Province, Longueuil, Québec, J4G 1R7. Au 31 mars 2016, D-BOX comptait 100 employés comparativement à 84 au 31 mars 2015.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

En élaborant des ententes avec les chefs de file du marché du divertissement et du marché de la simulation et formation, la technologie de mouvement de la Société s'impose en tant que norme mondialement reconnue par tous les joueurs importants.

Les modèles de revenus de la Société proviennent principalement :

1. de la vente ou de la location des systèmes de mouvement D-BOX, incluant les contrôleurs de mouvement et les serveurs informatiques dans le cas d'installations d'envergure comme les salles de cinéma;
2. des droits d'utilisation (licence) de la technologie D-BOX lors de la vente de billets à l'admission dans les salles de cinéma équipées de notre technologie, pour visionner un film codé par D-BOX, ainsi que des revenus de maintenance associés à l'utilisation des systèmes;
3. de la vente directe de systèmes de mouvement à un réseau de revendeurs spécialisés, des intégrateurs, équipementiers ou des fabricants de sièges qui commercialisent la technologie D-BOX sous leur propre marque (équipementiers d'origine « OEM »). Cette méthode de commercialisation présente notamment l'avantage de minimiser les frais de ventes et de marketing; et

4. les droits de codage de contenu visuel.

La Société vise deux marchés distincts pour ses systèmes de mouvement, soit le **marché du divertissement** et le **marché de la simulation et formation**.

HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES (DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2016)

Marché du divertissement

Au cours de l'exercice 2014, 58 écrans ont été installés ou en carnet de commandes dans les salles de cinémas pour un total de 264 écrans à travers le monde au 31 mars 2014.

Au cours de l'exercice 2015, 137 écrans ont été installés ou en carnet de commandes dans les salles de cinémas pour un total de 401 écrans à travers le monde au 31 mars 2015.

En janvier 2015, dans le sous-marché du cinéma à domicile, D-BOX a introduit un contrôleur de mouvement pour divertissement à domicile (HEMC^{MC}) qui est en mesure d'analyser et de reconnaître le contenu qui est visionné par l'utilisateur en temps réel indépendamment de la source du contenu. D-BOX a introduit cette même technologie dans les cinémas commerciaux.

Au cours de l'exercice 2016, 168 écrans ont été installés ou en carnet de commandes dans les salles de cinémas pour un total de 569 écrans à travers le monde au 31 mars 2016.

Au cours du dernier exercice financier, D-BOX a été active dans le sous-marché de la réalité virtuelle en fournissant des systèmes de mouvement pour les projets suivants :

- *The Martian*, en collaboration avec 20th Century Fox films (The Third Floor et The Virtual Reality Company);
- *Goosebumps*, en collaboration avec Sony Pictures and Moving Picture Company (MPC), une division de Technicolor;
- *Rabbids*, produit par Ubisoft;
- *Roller Blaster*, en collaboration avec Partouche.

Marché de la simulation et formation

Au fil des ans, la Société a développé plusieurs partenariats d'affaires avec des équipementiers d'origine, des intégrateurs et des revendeurs, étendant ainsi sa portée vers de nombreux sous-marchés tels la simulation de vol, les équipements lourds/grues, l'automobile et autres. La Société a récemment développé de nouveaux systèmes de mouvement adaptés aux besoins des autres sous-marchés potentiels, tels que des actionneurs à plus longue course et des systèmes de mouvement modulaires comportant des degrés de liberté supplémentaires, qui permettent à D-BOX de cibler un éventail plus élargi de clients.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

ACTIVITÉS

D-BOX conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie destinés au marché du divertissement et au marché de la simulation et formation. Avec cette technologie unique et brevetée, D-BOX génère des effets de mouvement programmés spécifiquement pour chaque contenu visuel, qui sont dirigés vers un système de mouvement intégré dans une plateforme, un siège ou tout autre produit. Ces effets de mouvement (le code de mouvement « **D-BOX Motion Code** ») sont conçus par une équipe de designers de mouvement professionnels œuvrant à Burbank, en Californie, et au siège social de la Société. Les mouvements qui résultent du code de mouvement D-BOX Motion Code sont parfaitement synchronisés au visuel à l'écran, créant ainsi une expérience immersive d'un réalisme sans précédent.

La majorité des produits de la Société sont conçus et assemblés au siège social de la Société et sont vendus sous la marque D-BOX, ou, lorsque intégrés à d'autres produits, sous les marques des manufacturiers de fauteuils, des équipementiers d'origine, des intégrateurs et des revendeurs. Cette dernière méthode de commercialisation présente notamment l'avantage de minimiser les frais de vente et de commercialisation, qui sont assumés par les revendeurs des produits.

STRATÉGIE D'ENTREPRISE

Étant une pionnière dans son domaine d'activités, la Société développe et perfectionne des systèmes de mouvement sophistiqués depuis plusieurs années. Forte de son avance technologique considérable, D-BOX s'impose aujourd'hui en tant que référence mondiale dans la création et la conception de systèmes de mouvement immersifs autant pour le marché du divertissement que pour le marché de la simulation et formation. La Société développe constamment de nouveaux produits de façon à répondre aux besoins de sa clientèle et maintenir sa position de tête dans le domaine de la simulation de mouvement.

Marché du divertissement

La Société mise sur ses relations privilégiées et sa crédibilité établies auprès des principaux studios d'Hollywood et de certains studios asiatiques et européens afin d'offrir un plus grand éventail de contenu pour les salles de cinéma. D-BOX est d'avis que l'accroissement de l'offre de films a un effet direct sur le nombre de salles de cinéma équipées et que les revenus de box-office par salle équipée de systèmes D-BOX agissent à titre d'élément motivateur pour :

1. accélérer le déploiement de sa technologie auprès de nouveaux exploitants de salles qui veulent ajouter un élément distinctif à leur offre;
2. faciliter la vente de sa technologie auprès d'exploitants de salles de cinéma actuels qui veulent équiper plus d'un de leurs complexes ou équiper plus d'une salle dans un même complexe;
3. générer des ventes de systèmes de mouvement à la clientèle du sous-marché du divertissement à domicile qui veut vivre l'expérience D-BOX dans le confort de leur demeure;
4. encourager les clients de jeux vidéo à se procurer des sièges de jeu munis de systèmes de mouvement D-BOX leur permettant ainsi d'ajouter un nouveau niveau d'immersion à leur expérience de jeu; et
5. promouvoir la technologie à des clients potentiels dans le marché de la simulation et formation.

La Société croit qu'en plus de constituer une excellente vitrine pour démontrer sa technologie au plus grand nombre de gens possible, le marché du divertissement dégage des revenus par les droits de licence sur l'utilisation de la technologie en fonction des primes demandées sur les billets d'admission en salle, par la vente ou la location de systèmes de mouvement ainsi que par les revenus de maintenance des systèmes de mouvement. Cette stratégie permet d'augmenter de façon importante la notoriété de la marque.

En plus de ses activités dans le sous-marché des salles de cinéma, D-BOX offre des solutions de systèmes de mouvement pour le divertissement à domicile (cinéma à domicile et jeux vidéo) de même que pour le divertissement thématique (arcades, réalité virtuelle, parcs d'amusement, musées et planétariums).

Marché de la simulation et formation

Le marché de la simulation et formation est influencé par le marché du divertissement qui continue d'accroître considérablement la notoriété globale de la marque D-BOX, éveillant ainsi l'intérêt des consommateurs à l'expérience « audio-vidéo-mouvement » (AVM) de façon à créer une demande grandissante pour l'expérience D-BOX dans d'autres sous-marchés. La Société mobilise des ressources qui se consacrent au développement de ces sous-marchés en constante croissance en vue de continuer de repérer de nouveaux partenaires éventuels, de satisfaire convenablement leurs besoins et de répondre à leurs demandes.

À l'égard des produits destinés aux utilisateurs de la simulation et formation, la Société poursuit sa mission de vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs, et

d'adapter les produits en fonction des demandes spécifiques de manufacturiers et d'équipementiers d'origine de façon à pénétrer de nouveaux sous-marchés.

Produits

La technologie unique de mouvement de D-BOX, combinée avec l'image et le son, renforce et confère une expérience immersive d'un réalisme sans précédent.

Trois éléments produisent le mouvement synchronisé avec les images et le son :

1. les effets de mouvement logiciel programmés image par image sur la base du contenu visuel;
2. un contrôleur de mouvement servant d'interface entre le contenu visuel (films, jeux vidéo, simulation et formation, manèges) et le système de mouvement D-BOX ;
3. le système de mouvement D-BOX qui est composé, entre autres, d'actuateurs électromécaniques intégrés exclusifs intégrés à une plateforme, un siège ou autre type d'équipement.

Marché du divertissement

La Société adapte ses produits mentionnés ci-avant en fonction des besoins de ses clients dans chaque sous-marché. En ce qui a trait aux salles de cinéma, les systèmes de mouvements de D-BOX peuvent être intégrés à des sièges, des fauteuils inclinables ou des plateformes. Dans le sous-marché du divertissement à domicile (cinémas à domicile et jeux vidéo), les systèmes de mouvement de D-BOX peuvent également être intégrés à des sièges, des fauteuils inclinables ou des plateformes. En ce qui concerne le sous-marché du divertissement thématique, les systèmes de mouvement de D-BOX peuvent être vendus à des équipementiers d'origine qui les intégreront à leurs propres produits, ou qui les installeront à des sièges, plateformes ou autres produits.

Marché de la simulation et formation

Dans le cadre de ses activités dans le secteur de la simulation et formation, La Société adapte ses produits en fonction des besoins de ses clients dans chaque sous-marché. La Société peut vendre les systèmes de mouvement de D-BOX à des intégrateurs, équipementiers d'origine et à des revendeurs qui les intégreront eux-mêmes à leurs propres produits, ou qui les installeront à des sièges, plateformes ou autres produits.

ACTIVITÉS DE COMMERCIALISATION

Marché du divertissement

Afin de promouvoir ses produits et sa technologie, la Société effectue principalement les activités de commercialisation suivantes :

1. participation aux principales expositions commerciales et conférences liées à chaque sous-marché à travers le monde;
2. promotion de la Société au moyen de bannières, d'affiches lumineuses et clips publicitaires diffusés en salles de cinéma où D-BOX est disponible;
3. vente d'unités de démonstration dans le hall des différentes salles de cinéma afin de présenter les bandes annonce des films à venir comportant le code de mouvement D-BOX Motion Code ainsi que divers articles promotionnels destinés aux salles de cinéma;
4. organisation d'événements promotionnels lors des expositions commerciales, aux ouvertures de nouvelles salles de cinéma, dans les médias (télévision, radio, magazines, etc.), sur le site web de la Société, les sites web des salles de cinéma et des studios, sur d'autres sites web ciblés et à travers des médias sociaux tels que Facebook, Twitter et YouTube;
5. production de code de mouvement D-BOX Motion Code pour les messages publicitaires diffusés dans les salles de cinéma;

6. production de sondages pour recueillir des informations sur l'appréciation de l'expérience D-BOX;
7. création de matériel promotionnel pour chaque sous-marché du marché du divertissement.

Marché de la simulation et formation

Étant donné que la Société fait affaire principalement avec des équipementiers d'origine dans le marché de la simulation et formation, la majorité des efforts de commercialisation ciblant ces sous-marchés se font par ces équipementiers d'origine puisqu'ils sont responsables de l'intégration des actuateurs D-BOX dans les produits qu'ils commercialisent sous leurs propres marques. Par ailleurs, D-BOX participe à des expositions commerciales ciblées qui ont pour but de démontrer toutes les utilisations potentielles de la technologie D-BOX afin de développer de nouveaux partenariats avec des équipementiers d'origine, des intégrateurs et des revendeurs. La Société fait également la promotion de sa technologie auprès des équipementiers d'origine par la création de vidéos promotionnelles qu'elle publicise, de même que le matériel promotionnel qu'elle dissémine à-travers des canaux stratégiquement choisis.

DISTRIBUTION

Marché du divertissement

Selon le type de serveur D-BOX utilisé par la salle de cinéma, La distribution des effets de mouvement D-BOX, incluant le code de mouvement D_BOX Motion Code, sont intégrés au film, jeu vidéo, contenu de réalité virtuelle ou autre contenu distribué par le studio ou le distributeur, ou est distribué électroniquement par D-BOX directement à ses clients, dépendamment du sous-marché et des besoins des clients.

Présentement, la vente et l'installation des systèmes de mouvement de la Société dans les salles de cinéma sont principalement effectuées par ses équipes internes partout dans le monde. Cependant, il y a une tendance croissante chez D-BOX de pénétrer les marchés internationaux par le biais d'un tiers local qui réalise des activités de développement des affaires et aide à l'installation de l'équipement D-BOX.

Marché de la simulation et formation

La quasi-totalité des produits de la Société qui sont destinés au marché de la simulation et formation sont vendus comme produits autonomes à des équipementiers d'origine et des intégrateurs qui se chargent de la commercialisation et de la distribution des produits sous leurs marques respectives. D-BOX continue de concentrer ses efforts au développement de programmes de partenariats avec les équipementiers d'origine, qui utilisent leurs propres réseaux pour distribuer les produits de D-BOX.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La technologie de D-BOX est protégée par cent-vingt-neuf (129) dépôts de demandes de brevets à l'échelle mondiale, dont soixante-sept (67) demandes d'enregistrements de brevets ont été accordées par les autorités compétentes. La Société dépose ses demandes d'enregistrements de brevets de façon stratégique, selon la juridiction du dépôt, la commercialisation et la dominance du brevet.

Les aspects brevetés de la technologie D-BOX se divisent en trois familles d'innovation distinctes :

- a. **Actuateurs électromécaniques:** optimisation des articulations; couplage; actuateurs linéaires; rotules; vis à billes;
- b. **Équipements:** plateforme fixée à un meuble, concentrateurs et liens entre les systèmes de mouvement; contrôleur de code de mouvement / décodeur; écran DCL sur les sièges de salles de cinéma;
- c. **Logiciels / méthodes:** la synchronisation du code de mouvement; utilisation du format de codage de signal sonore existant pour fournir des signaux de mouvement; distribution du code de mouvement à un certain nombre de plateformes de mouvement simultanément; méthode de vente de billets à prime pour l'expérience de mouvement dans les salles de cinéma; procédé d'optimisation du rendu de l'expérience de mouvement (cinéma, simulation industrielle, formation, jeux).

Les marques de commerce MOVE THE WORLD, MOTION ARCHITECTS, LIVE THE ACTION, Synchro Cinéma, HEMC, D-BOX MOTION CODE et HIG-FIDELITY MOTION, que ce soit sous forme de texte ou sous forme graphique, sont la propriété de D-BOX et dans la plupart des cas, sont des marques déposées ou dans le processus d'être enregistrées au Canada et dans la plupart des pays ou territoires dans lesquels ces marques de commerce sont utilisées.

Tous les aspects des effets de mouvement D-BOX sont protégés par le droit d'auteur.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

D-BOX est en veille technologique constante dans le domaine des systèmes de mouvement. Les principaux efforts de développement de D-BOX visent à offrir de nouvelles solutions technologiques à un prix compétitif destinées à une liste rapidement croissante de sous-marchés dans les marchés du divertissement et de la simulation et formation. Dans la dernière année, la Société a lancé de nouveaux produits qui répondent aux besoins de la clientèle diversifiée de la Société, tels que des acteurs à plus longue course et les systèmes de mouvement modulaires comportant des degrés de liberté supplémentaires. En outre, D-BOX développe continuellement de nouveaux outils de logiciels pour optimiser et automatiser ses opérations.

Marché du divertissement

La Société consacre annuellement des ressources importantes au développement et à l'amélioration de ses produits. Ces progrès ont permis la sortie des produits offerts aujourd'hui par la Société pour les diverses applications destinées aux sous-marchés du cinéma en salle et du divertissement thématique. Des efforts sont également consacrés à l'adaptation du système aux différents marchés internationaux afin de répondre aux normes et certifications en vigueur dans chaque pays visé. En parallèle, D-BOX entretient des relations avec les plus grands concepteurs de jeux vidéo au monde, lesquels fournissent, au besoin, le contenu spécifique à coder. D-BOX continue de développer de nouveaux produits pour répondre adéquatement à la demande de ce sous-marché dans le futur.

Dans le sous-marché du cinéma à domicile, D-BOX a introduit un contrôleur de mouvement pour divertissement à domicile (HEMCMC) qui est en mesure d'analyser et de reconnaître le contenu qui est visionné par l'utilisateur en temps réel indépendamment de la source du contenu. D-BOX a introduit cette même technologie dans les cinémas commerciaux.

Selon ses récentes recherches basées sur les perceptions humaines, la Société a également développé de nouveaux outils pour améliorer l'expérience de l'utilisateur à-travers la création de code de mouvement.

Marché de la simulation et formation

Dans ce marché, tout comme dans le marché du divertissement, la Société travaille constamment à la diminution du coût de fabrication de ses produits pour les diverses applications destinées aux marchés des équipementiers d'origine, des intégrateurs et des revendeurs.

Aujourd'hui, les efforts de recherche sont centrés principalement sur le développement de nouveaux produits qui reflètent l'évolution générale de la technologie et des différents modes de transmission du contenu.

D-BOX continue de développer de nouvelles façons d'intégrer les systèmes de mouvement D-BOX aux produits de ses clients afin d'ouvrir de nouveaux sous-marchés. L'équipe de recherche poursuit également la recherche et le développement de nouvelles technologies portant sur l'acteur pour répondre aux besoins de marchés spécifiques, et continue de tester et éprouver ses nouveaux produits afin d'atteindre la meilleure qualité et fiabilité possibles.

PRODUCTION ET SERVICE

L'assemblage final de tous les systèmes de mouvement de la Société se fait à son siège social, par son personnel de production. Certains produits commercialisés par des fabricants de fauteuils, équipementiers d'origine et intégrateurs qui comportent des systèmes de mouvement de D-BOX sont assemblés dans leurs installations. La Société loue, au total, 29 124 pi², formés d'espace de bureaux, d'entrepôt et de surface de production et de recherche et développement. Les locaux sont loués jusqu'en juillet 2018.

Dans le marché du divertissement, le service après-vente est assuré par la Société ou par des tierces parties. Une garantie standard est offerte sur tous les produits D-BOX.

La Société est en mesure de faire une surveillance à distance, de fournir des mises à jour logicielles et matérielles ainsi que du support technique pour les systèmes qui sont connectés à l'Internet, selon les ententes particulières conclues avec chaque client.

FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs de risque suivants en plus des autres renseignements figurant dans la présente notice annuelle. Les risques et les incertitudes énoncés ci-après ne sont pas les seuls auxquels la Société est assujettie. Des risques et des incertitudes supplémentaires dont la Société n'est pas au courant pour le moment ou auxquels elle n'accorde actuellement pas d'importance pourraient également nuire à ses activités commerciales et faire baisser le cours des actions de la Société. La matérialisation de l'un des risques suivants pourrait nuire aux activités de la Société et avoir des incidences négatives sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le cas échéant, le cours des actions de la Société pourrait diminuer.

Besoins futurs en capitaux

Advenant que le développement futur et la croissance de la demande s'intensifient de façon considérable et non planifiée, la Société pourrait nécessiter l'apport de capitaux supplémentaires provenant notamment d'émissions d'actions et de la vente de titres de créance et de participation. Rien ne garantit que la Société soit en mesure de recueillir les capitaux nécessaires pour poursuivre sa croissance, le développement et la commercialisation de sa technologie. Dans l'éventualité où D-BOX ne parvient pas à trouver des capitaux supplémentaires, cela pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conjoncture économique

Même si la gamme de produits développés et commercialisés par la Société rend sa technologie de plus en plus accessible, ceux-ci demeurent des produits dont la demande est soumise aux fluctuations de la conjoncture économique. Par conséquent, tout ralentissement de la croissance économique pourrait réduire la demande pour les produits de D-BOX et avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Alliances stratégiques

Le déploiement rapide de la technologie ainsi que la croissance future de la Société dépendent en partie de sa capacité à développer des alliances avec des partenaires stratégiques. Dans l'éventualité où D-BOX ne parvient pas à développer de telles alliances stratégiques, cela pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Accès au contenu

Le déploiement commercial de la Société pour le cinéma en salle dépend en partie de son accès au contenu sur une base continue. Dans l'éventualité où D-BOX n'est pas en mesure de maintenir un flot continu de contenu, cela pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Réseau de distribution

La croissance des activités de la Société dépend notamment de sa capacité à développer des canaux de commercialisation et de distribution bien ciblés, à augmenter son nombre de points de vente et à attirer de nouveaux clients à travers le monde. Dans l'éventualité où D-BOX n'y parvient pas, cela pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain

Puisque la Société réalise la majorité de ses ventes en dollars américains et qu'elle engage la majorité de ses dépenses en dollars canadiens, ses revenus et sa rentabilité sont influencés par la fluctuation du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain. La capacité de la Société d'ajuster le prix de vente de ses produits pour tenir compte des fluctuations du taux de change est limitée. Ainsi, lorsque nécessaire, la Société protège en partie son exposition aux fluctuations de la devise américaine en concluant des ententes lui permettant de fixer le taux de change du dollar canadien.

Coûts de fabrication

La Société est constamment à la recherche de moyens de réduire les coûts de fabrication de ses produits, ce qui lui permet de réduire davantage le prix de vente de ses produits, d'accroître son volume d'affaires et d'améliorer par conséquent ses marges bénéficiaires. La capacité de la Société à réduire ses coûts de fabrication dépend à la fois de son succès en matière de recherche et développement, de ses volumes d'achat de composantes lui permettant de bénéficier d'économies d'échelle et de la fluctuation des coûts de ses matériaux.

Concurrence

La technologie de mouvement de D-BOX est protégée par une combinaison de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce et d'autres lois de protection de la propriété intellectuelle. D'autres produits et technologies ont fait leur apparition ou pourraient être introduits sur le marché par des concurrents. Ces derniers pourraient disposer de ressources financières importantes pour développer et commercialiser ces produits, ce qui pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Concentration des clients

La Société a vendu 13% de ses produits à un client du marché du divertissement et a vendu 16% de ses produits à un client du marché de la simulation et formation pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Ces clients demeureront importants au cours des exercices à venir. Si ces clients réduisaient, reportaient ou cessaient les achats actuels ou prévus des produits de la Société, ceci pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risque de crédit

Au 31 mars 2016, un client représentait 42 % du total des comptes clients et 60 % des comptes clients étaient assurés à 90 %. La Société évalue la solvabilité de ses clients afin de limiter le montant de crédit offert et établit s'il y a lieu une provision pour créances douteuses. La Société a actuellement recours à une couverture d'assurance afin de minimiser son risque.

Risque d'atteinte à la réputation par l'intermédiaire des médias sociaux

Les réseaux sociaux offrent une plateforme grandement accessible pour promouvoir les activités de la Société mais possèdent des risques inhérents qui peuvent nuire à la réputation de la Société. Plus particulièrement, les réseaux sociaux et autres forums de discussion établissent un mode de communication multilatéral qui permet aux utilisateurs de communiquer leurs opinions. Bien que la Société soit d'avis qu'elle utilise les réseaux sociaux et les forums de discussion d'une manière raisonnable et respectueuse pour toutes les parties intéressées et qu'elle protège son image et sa réputation, elle n'exerce aucun contrôle sur les opinions exprimées par d'autres utilisateurs, et sa réputation pourrait être atteinte par des renseignements véridiques ou mensongers qui provient de personnes liées ou non à la Société. Une atteinte à la réputation de la Société pourrait nuire à la confiance des investisseurs, augmenter les difficultés rencontrées

dans le cadre de l'établissement et du maintien des liens avec la communauté, ce qui pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Dépendance à l'égard des fournisseurs

La fabrication des produits de la Société repose largement sur la disponibilité de plusieurs composantes et produits. Ceux-ci doivent être obtenus à temps et correspondre aux critères de qualité, de quantité ou de coût que la Société a établi. La majorité de ces composantes sont standards, mais certaines ne sont fabriquées que par quelques fournisseurs. La Société estime être en mesure de s'approvisionner auprès d'autres manufacturiers si les fournisseurs actuels limitaient ou cessaient la production des composantes des produits de la Société. Toutefois, la perte d'un fournisseur pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Garantie, rappels et poursuites

La Société est exposée à des frais de garantie, à des rappels de produits, et potentiellement à des poursuites et autres réclamations, notamment si ses produits s'avéraient défectueux, ce qui nuirait au développement de ses affaires et à sa réputation. Même si la Société souscrit actuellement à une assurance-responsabilité du fait de ses produits, l'obligation de payer une réclamation au titre de cette responsabilité, si la Société est reconnue responsable, pourrait entraîner des obligations monétaires excédant sa protection d'assurance, ou pourrait ne pas être couverte par son assurance et avoir une incidence défavorable importante sur les activités de D-BOX, son revenu, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle de la Société pourraient être incomplets, invalides, contournés, contestés ou rendus inapplicables. En outre, il se pourrait que la protection des droits de propriété intellectuelle en instance d'approbation soit refusée ou n'offre pas la couverture désirée. Des poursuites pourraient s'avérer nécessaires pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle de D-BOX. Ces litiges pourraient entraîner des frais considérables, sans aucune garantie de succès. La perte d'un droit de propriété intellectuelle pourrait avoir des incidences défavorables sur les activités commerciales de D-BOX, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail

Le succès de D-BOX dépend de sa capacité à attirer et à garder à son service une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le défaut de recruter et de retenir les services d'un personnel qualifié et la perte d'employés-clés pourraient compromettre le rythme et le succès du développement de produits.

DIVIDENDES

À ce jour, la Société n'a versé aucun dividende et elle a l'intention, pour l'instant, de réinvestir tous ses bénéfices futurs afin de financer la croissance de ses activités. De ce fait, la Société n'a pas l'intention de verser de dividendes dans un avenir prévisible. Toute décision future de verser des dividendes est laissée à l'appréciation du conseil d'administration et sera prise en fonction de la situation financière, des résultats d'exploitation, des besoins en capital, ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration de la Société juge pertinents.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions ordinaires de catégorie A de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole DBO.

Le tableau suivant indique les cours extrêmes du prix des actions de la Société ainsi que le volume mensuel des opérations depuis le début de l'exercice financier clos le 31 mars 2015 jusqu'au 20 juin 2016.

| Exercice financier | Mois | Fourchette des cours | | Volume |
|--------------------|-----------------------------------|----------------------|----------|------------|
| | | Haut (\$) | Bas (\$) | |
| 2015 | Avril..... | 0.385 | 0.21 | 8,296,696 |
| | Mai..... | 0.33 | 0.28 | 3,050,536 |
| | Juin..... | 0.375 | 0.27 | 4,935,266 |
| | Juillet..... | 0.345 | 0.30 | 1,691,585 |
| | Août..... | 0.39 | 0.30 | 4,217,007 |
| | Septembre..... | 0.35 | 0.305 | 1,660,802 |
| | Octobre..... | 0.325 | 0.28 | 1,568,414 |
| | Novembre..... | 0.295 | 0.225 | 2,840,605 |
| | Décembre..... | 0.395 | 0.235 | 6,293,784 |
| 2016 | Janvier..... | 0.36 | 0.26 | 1,608,163 |
| | Février..... | 0.37 | 0.28 | 2,915,240 |
| | Mars..... | 0.57 | 0.33 | 10,846,740 |
| | Avril..... | 0.60 | 0.455 | 8,259,836 |
| | Mai..... | 0.69 | 0.56 | 5,188,229 |
| | Juin (jusqu'au 20 juin 2016)..... | 0.72 | 0.64 | 3,332,450 |

STRUCTURE DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A sans valeur nominale et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie B pouvant être émises en série.

Les actions ordinaires de catégorie A de la Société confèrent à leurs porteurs une voix par action aux assemblées des actionnaires de la Société. Sous réserve des droits antérieurs de toutes les autres actions ayant priorité de rang, les porteurs d'actions ordinaires de catégorie A ont le droit de recevoir tout dividende susceptible d'être déclaré par le conseil d'administration de la Société et ils ont le droit de recevoir tout remboursement de capital en cas de liquidation, de dissolution ou de tout autre partage des éléments d'actif de la Société aux fins de la liquidation de ses affaires. Au 31 mars 2016, 174 928 906 actions ordinaires de catégorie A étaient émises et en circulation.

Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en une ou plusieurs séries, assorties des droits et assujetties aux conditions que peut établir le conseil d'administration. Aucun droit de vote n'est rattaché aux actions privilégiées de catégorie B, sauf si la loi le prescrit. Les actions privilégiées de catégorie B prennent rang avant les actions ordinaires de catégorie A en ce qui a trait au versement de dividendes et au remboursement du capital en cas de liquidation, de dissolution ou de tout autre partage des éléments d'actif de la Société aux fins de la liquidation de ses affaires. Aucune action privilégiée n'est actuellement émise et en circulation.

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

ADMINISTRATEURS

En date des présentes, le conseil d'administration est composé de huit membres. Le mandat de chaque administrateur expire à la fin de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou lorsque son successeur aura été élu ou nommé, à moins qu'il ne quitte son poste ou que celui-ci ne devienne vacant à la suite de sa destitution, de son décès ou pour toute autre raison. Le tableau suivant indique le nom des administrateurs actuels, leurs fonctions principales et l'année à laquelle ils ont été élus administrateurs de la Société.

| Nom et municipalité de résidence | Poste | Fonctions principales | Administrateur depuis |
|--|--|---|-----------------------|
| Jean Lamarre ⁽²⁾ Montréal (Québec) Canada | Président du conseil d'administration | Président Lamarre Consultants | 2013 |
| Louis Bernier ⁽²⁾ Montréal (Québec) Canada | Administrateur | Associé Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. | 2014 |
| Gary M. Collins ⁽¹⁾ Vancouver (Colombie-Britannique) Canada | Administrateur | Associé principal Verus Partners | 2015 |
| Kit Dalaroy ⁽¹⁾ Montréal (Québec) Canada | Administrateur | Associé et Chef des finances Gestion de portefeuille Landry | 2013 |
| Sylvain Lafrance ⁽²⁾ Montréal (Québec) Canada | Administrateur | Président du Conseil du Bureau de cinéma et télévision du Québec, Professeur associé - HEC Montréal | 2014 |
| Claude Mc Master Saint-Lambert (Québec) Canada | Président, chef de la direction et administrateur | Président et chef de la direction de la Société | 2006 |
| Élaine C. Phénix ⁽¹⁾ Verdun (Québec) Canada | Administrateur | Présidente Phénix Capital Inc. | 2004 |

(1) Membre du comité d'audit.

(2) Membre du comité de rémunération et de gouvernance d'entreprise.

Les administrateurs de la Société ont exercé les fonctions principales suivantes au cours des cinq dernières années :

M. Jean Lamarre a plus de 40 ans d'expérience en développement des affaires internationales, de la finance et stratégie d'entreprise et est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires des HEC Montréal, avec une spécialisation en économie appliquée. Il est associé de Lamarre Consultants qu'il a fondée en 1995. Cette société offre des conseils stratégiques et organise le financement de projets pour des sociétés dans leurs efforts d'implantation ou d'expansion principalement dans les domaines d'interventions des hautes technologies et sciences de la vie. M. Lamarre a agi à titre de président exécutif du conseil d'administration de Semafo Inc. entre juin 2008 et janvier 2015 et il est présentement président du conseil d'administration. Il est également président du conseil d'administration de Télé-Québec et du journal Le Devoir, en plus de siéger sur le conseil d'administration de, notamment, TSO3. Auparavant, il a agi à titre de vice-président international auprès du Groupe Canam Manac principalement dans la gestion des opérations internationales et de grands projets. Pendant quinze ans, M. Lamarre a été très actif auprès des entreprises Lavalin. Il a œuvré au bureau de Bruxelles à titre de vice-président Europe étant responsable des opérations en Belgique, en Angleterre et en Norvège. Précédemment, il fut vice-président finances et administration du Groupe Lavalin Itée.

M. Louis P. Bernier est associé chez Fasken Martineau. Il se spécialise en droit du travail, de l'emploi, et en droit public et constitutionnel, fournissant des conseils juridiques portant sur toutes les questions liées à l'emploi et il a également cumulé une grande richesse d'expérience dans tous les aspects de l'organisation du travail et la gestion des opérations, en particulier dans le cadre de restructurations et de la sous-traitance, de la vente et des opérations de fusion. Il est également spécialisé en droit administratif et constitutionnel, d'autant plus que ceux-ci se rapportent à des recours extraordinaires et les questions découlant de la charte des droits et libertés. Il conseille fréquemment des administrateurs et mandataires de sociétés sur des questions stratégiques, y compris des questions d'éthique, de codes d'éthique et de gouvernance d'entreprise. Me Bernier est souvent appelé à plaider devant divers organismes et tribunaux de juridictions provinciale et fédérale. Il traite également de dossiers impliquant la protection des renseignements personnels. Il est membre de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité nationale et membre du Conseil d'administration et du Bureau de direction de la Fédération des chambres de commerce du Québec où il agit à titre de président du comité travail. Il est reconnu par The Best Lawyers in Canada à titre d'expert émérite en droit du travail et de l'emploi. Il est aussi reconnu par Lexpert en droit de l'emploi (*repeatedly recommended*) et en droit du travail (*consistently recommended*).

M. Gary M. Collins est associé principal chez Verus Partners, une banque d'investissement. Antérieurement, il a été président de Coastal Contacts Inc., chef de file mondial de vente directe en ligne de lentilles de contact et de lunettes pour la période de juillet 2012 à mai 2014, lorsque la société a été acquise par Essilor International. Depuis 2008, M. Collins a été membre du conseil d'administration de Chorus Aviation inc. (anciennement Jazz Air Income Corporation). Il est également administrateur de Liquor Stores North America depuis 2006. M. Collins a été président et chef de la direction de Harmony Airways de décembre 2004 à décembre 2006. D'avril 2007 à mai 2012 il était vice-président senior de la société de Vancouver, Belkorp Industries Inc., un fonds privé de gestion d'investissement. Auparavant, il a été membre de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique pour une durée de treize ans et a notamment occupé le poste de ministre des finances de 2001 à décembre 2005. Précédemment, il a siégé sur les conseils de Sucre Lantic et Catalyst Paper Corporation.

M. Kit Dalaroy a débuté sa carrière en 1991 avec Donaldson, Lufkin Jenrette comme analyste financier à New York. Il joint ensuite Citigroup (Toronto) où il a été promu vice-président spécialisé dans les financements d'entreprises et les fusions et acquisitions. En 2002, Kit Dalaroy se joint à BCE en tant que vice-président fusions et acquisitions. En 2005, en tant que Managing Director chez Crédit Suisse et ensuite Deutsche Bank, M. Dalaroy agit comme conseiller stratégique dans de nombreuses transactions majeures. M. Dalaroy poursuit sa carrière à la Financière Banque Nationale en tant que directeur général. Par la suite, M. Dalaroy agit comme conseiller à Champlain Financial Corporation. Actuellement, M. Dalaroy est associé et chef des finances de Landry Investment Management où Champlain a une participation minoritaire. M. Dalaroy détient un baccalauréat B.A. en économie et en sciences politiques de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Il est président de la Fondation du Collège Jean Eudes et membre du conseil d'administration de La Fondation du Père Sablon. En 2002, M. Dalaroy a été récipiendaire du « Top 40 Under 40 » du Canada qui est un prix décerné aux Canadiens de moins de 40 ans qui se distinguent par leur leadership exceptionnel dans leur domaine respectif.

M. Sylvain Lafrance est entré à la Société Radio-Canada en 1978 à titre de journaliste. Il progresse rapidement dans l'organisation pour devenir Producteur Délégué, réalisateur et Directeur Général de la Radio. En 1998, il devient vice-président de la Radio française de Radio-Canada. À l'automne 2005, le Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada le nomme vice-président principal pour l'ensemble des Services français de Radio-Canada et lui confie le mandat de procéder à l'intégration des services de radio, de télévision et d'Internet de Radio-Canada afin de créer un des plus importants groupes de radiodiffusion publique de langue française, le seul en Amérique du Nord. Monsieur Lafrance est Chevalier de l'Ordre de la Pléiade, décerné par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres ainsi que Chevalier de la Légion d'honneur de la République française. Il est également membre de l'Ordre du Canada. Il est maintenant Professeur Associé à HEC Montréal et siège aux Conseils d'administration de la Société des alcools du Québec, du Groupe Square Victoria et de l'Orchestre Symphonique de Montréal et il est le Président du Conseil du Bureau de cinéma et télévision du Québec.

M. Claude Mc Master s'est joint à la société en 2003 à titre de chef des finances et vice-président exécutif et en 2005, il est nommé président et chef de la direction. Auparavant, de 2001 à 2003, il a œuvré chez Ernst & Young en tant que vice-président, financement, fusions et acquisitions, menant de front plusieurs projets internationaux, dirigeant des équipes multidisciplinaires, créant des alliances stratégiques et accompagnant les entreprises dans leur croissance. En 1994, il a fondé et dirigé la firme de gestion-conseil AVINGCO, laquelle a été vendue en 1998 à la firme Arthur Andersen, où il est devenu associé épaulant des sociétés en haute technologie et sciences de la vie dans leurs stratégies de lancement de nouveaux produits, leur financement et leur rayonnement international. Il a suivi plusieurs programmes de formation pour exécutifs, tels que le Corporate Governance in Public Companies, ICD.D donné par McGill Institute of Corporate Directors, et le Global Financial Management Executive Program donné par Harvard Business School. En février 2011, M. Mc Master a reçu le titre de PDG de l'année SGF 2011 – Les Affaires, prix exclusif décerné aux présidents d'entreprises de technologie organisé par l'Association québécoise des technologies (AQT). Il est actuellement membre des conseils d'administration de la Banque de développement du Canada (BDC) et de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal.

M^{me} Éline C. Phénix est diplômée d'un baccalauréat ès arts avec mention d'honneur du Collège Jean-de-Brébeuf, détient le titre de Fellow de l'Institut Canadien des valeurs mobilières et un certificat universitaire du Collège des administrateurs de société la désignant comme administrateur de sociétés certifié (ASC). M^{me} Phénix possède plus de vingt-cinq (25) ans d'expérience dans le marché des capitaux canadiens notamment à titre de première vice-présidente syndication chez Lévesque, Beaubien, Geoffrion Inc. (aujourd'hui Financière Banque Nationale Inc.) et première vice-présidente développement du capital à la Bourse de Montréal. Depuis 1999, M^{me} Phénix est présidente de Phénix Capital Inc. agissant à titre de consultante en gestion des actifs auprès de client institutionnels et privés. M^{me} Phénix est présentement membre de quatre (4) conseils d'administration et siège sur divers comités d'audit et de gouvernance.

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Le tableau suivant indique le nom des membres de la haute direction, le poste actuellement occupé au sein de la Société ainsi que la date à laquelle ils ont été nommés membres de la haute direction de la Société:

| Nom et municipalité de résidence | Poste actuel | Membre de la haute direction depuis |
|--|--|-------------------------------------|
| Claude Mc Master Saint-Lambert (Québec) Canada | Président, chef de la direction | septembre 2003 |
| Luc Audet ⁽¹⁾ L'Assomption (Québec) Canada | Chef des finances | octobre 2008 |
| Philippe Roy Saint-Bruno (Québec) Canada | Chef du développement des affaires | novembre 1999 |
| Robert Desautels Vaudreuil-sur-le-lac (Québec) Canada | Vice-président principal, stratégies, technologie et opérations | octobre 2014 |
| Sébastien Mailhot Boucherville (Québec) Canada | Vice-président principal, développement corporatif et opérations | Juillet 2015 |

(1) Luc Audet a été chef des finances de FRV Media Inc. (« **FRV** ») d'avril 2008 à décembre 2009. Le 5 mars 2009, FRV a été frappée d'une ordonnance d'interdiction d'opération par l'Autorité des marchés financiers en raison du défaut de FRV de déposer ses états financiers annuels à l'intérieur des délais prescrits. Cette ordonnance d'interdiction d'opération a été d'une durée de plus de 30 jours consécutifs.

Les membres de la haute direction occupent les postes indiqués ci-haut depuis plus de cinq ans sauf (i) M. Philippe Roy qui était chef de la direction technologique jusqu'en avril 2013 (ii) M. Robert Desautels qui était vice-président marketing, technologie et solutions clients de Québecor World, WorldColor et Quad/Graphics de 2008 à 2012, et vice-président marketing chez D-BOX de 2013 à octobre 2014 et (iii) M. Sébastien Mailhot, qui a œuvré à titre de chef de la direction de Carreaux Ceragrès avant d'être embauché par la Société en 2015 à titre de Vice-président principal, développement corporatif et opérations.

ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES PAR LES ADMINISTRATEURS ET LES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Au 20 juin 2016, les administrateurs et membres de la haute direction de D-BOX, en tant que groupe, sont les propriétaires véritables, directement ou indirectement, ou exercent le contrôle ou la direction sur un total de 5 098 776 actions ordinaires de catégorie A de la Société, ce qui correspond à 3 % des 175 003 906 actions ordinaires de catégorie A émises et en circulation de la Société. Aucun administrateur ou membre de la haute direction de la Société ne possède ou ne contrôle des titres comportant droit de vote de D-BOX USA. Les informations du présent paragraphe ont été fournies par les administrateurs et les membres de la haute direction visés.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMITÉ D'AUDIT

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit est actuellement composé d'Élaine C. Phénix, Kit Dalaroy et Gary M. Collins. Aux termes du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, un administrateur siégeant à un comité d'audit est « indépendant » s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec l'émetteur, à savoir, une relation importante dont le conseil d'administration pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à l'indépendance du jugement d'un membre du comité. Le conseil d'administration estime que tous les membres du comité d'audit sont des membres indépendants.

Le conseil d'administration estime que chacun des trois membres du comité possède « des compétences financières » au sens du paragraphe 1.6 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, à savoir, que chaque membre a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité

comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société.

FORMATION ET EXPÉRIENCE PERTINENTE

La formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit qui sont pertinentes à l'exercice de ses responsabilités sont décrites ci-après :

M^{me} Éleine Cousineau Phénix est diplômée d'un baccalauréat ès arts avec mention d'honneur du Collège Jean-de-Brébeuf, détient le titre de Fellow de l'institut Canadien des valeurs mobilières et un certificat universitaire du Collège des administrateurs de société la désignant comme administrateur de sociétés certifié (ASC). Mme Phénix possède plus de vingt-cinq (25) ans d'expérience dans le marché des capitaux canadiens notamment à titre de première vice-présidente syndication chez Lévesque, Beaubien, Geoffrion Inc. (aujourd'hui Financière Banque Nationale Inc.) et première vice-présidente développement du capital à la Bourse de Montréal. Depuis 1999, Mme Phénix est présidente de Phénix Capital Inc. agissant à titre de consultante en gestions des actifs auprès de client institutionnels et privés. Mme Phénix est présentement membre de quatre (4) conseils d'administration et siège sur divers comités d'audit et de gouvernance.

M. Kit Dalaroy a débuté sa carrière en 1991 avec Donaldson, Lufkin Jenrette comme analyste financier à New York. Il joint ensuite Citigroup (Toronto) où il a été promu vice-président spécialisé dans les financements d'entreprises et les fusions et acquisitions. En 2002, Kit Dalaroy se joint à BCE en tant que vice-président fusions et acquisitions. En 2005, en tant que Managing Director chez Crédit Suisse et ensuite Deutsche Bank, M. Dalaroy agit comme conseiller stratégique dans de nombreuses transactions majeures. M. Dalaroy poursuit sa carrière à la Financière Banque Nationale en tant que directeur général. Par la suite, M. Dalaroy agit comme conseiller à Champlain Financial Corporation. Actuellement, M. Dalaroy est associé et chef des finances de Landry Investment Management où Champlain a une participation minoritaire. M. Dalaroy détient un baccalauréat B.A. en économie et en sciences politiques de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Il est président de la Fondation du Collège Jean Eudes et membre du conseil d'administration de La Fondation du Père Sablon. En 2002, M. Dalaroy a été récipiendaire du « Top 40 Under 40 » du Canada qui est un prix décerné aux Canadiens de moins de 40 ans qui se distinguent par leur leadership exceptionnel dans leur domaine respectif.

M. Gary M. Collins est associé principal chez Verus Partners, une banque d'investissement. Antérieurement, il a été président de Coastal Contacts Inc., chef de file mondial de vente directe en ligne de lentilles de contact et de lunettes pour la période de juillet 2012 à mai 2014, lorsque la société a été acquise par Essilor International. Depuis 2008, M. Collins a été membre du conseil d'administration de Chorus Aviation inc. (anciennement Jazz Air Income Corporation). Il est également administrateur de Liquor Stores North America depuis 2006. M. Collins a été président et chef de la direction de Harmony Airways de décembre 2004 à décembre 2006. D'avril 2007 à mai 2012 il était vice-président senior de la société de Vancouver, Belkorp Industries Inc., un fonds privé de gestion d'investissement. Auparavant, il a été membre de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique pour une durée de treize ans et a notamment occupé le poste de ministre des finances de 2001 à décembre 2005. Précédemment, il a siégé sur les conseils de Sucre Lantic et Catalyst Paper Corporation.

POLITIQUES ET PROCÉDURES D'AUTORISATION PRÉALABLE DE SERVICES D'AUDIT

Le comité d'audit n'a pas adopté de politiques et de procédures précises pour recruter des services non liés à l'audit. Toutefois, la charte du comité d'audit prévoit que tout service non lié à l'audit doit être considéré au préalable par le comité d'audit.

Honoraires de l'auditeur indépendant

Honoraires d'audit

Les « honoraires d'audit » comprennent les honoraires pour services professionnels rendus pour l'audit des états financiers consolidés annuels de la Société, l'aide à l'établissement des états financiers intermédiaires et des questions connexes. Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., les auditeurs indépendants de la Société, ont facturé 82 900\$ en honoraires d'audit lors du dernier exercice financier, et 81 100 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Honoraires pour services liés à l'audit

Les « honoraires pour services liés à l'audit » comprennent les honoraires pour services professionnels rendus qui sont raisonnablement liés à l'exécution de l'audit ou de l'examen des états financiers de la Société et qui ne sont pas compris dans les honoraires d'audit ci-dessus, notamment l'assistance pour la mise en œuvre des normes internationales d'information financière. Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., les auditeurs indépendants de la Société, n'ont pas facturés d'honoraires pour services liés à l'audit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, ni pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Honoraires pour services fiscaux

Les « honoraires pour services fiscaux » comprennent les honoraires pour les services professionnels rendus en matière de conformité fiscale, de conseils fiscaux et de planification fiscale. Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., les auditeurs indépendants de la Société, n'ont pas facturé d'honoraires pour services fiscaux au cours des exercices clos le 31 mars 2016 et le 31 mars 2015.

Autres honoraires

Les « autres honoraires » comprennent les honoraires pour les services autres que les services d'audit, les services liés à l'audit et les services fiscaux décrits ci-dessus. Ces services comprennent entre autres les services de traduction. Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., les auditeurs indépendants de la Société, ont facturé 1000\$ d'honoraires pour d'autres services au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, mais n'ont pas facturé d'autres honoraires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 et selon la réglementation applicable en l'espèce, aucune poursuite met ou n'a mis en cause les biens de la Société, et cette dernière n'est ou n'a été partie à aucune poursuite. À la connaissance de la Société, aucune poursuite judiciaire selon la réglementation applicable en l'espèce, n'est actuellement envisagée.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Aucun des initiés, des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société, ni les personnes avec qui ils ont respectivement des liens n'ont ou n'ont eu d'intérêt important, direct ou indirect, dans une opération importante, qu'elle soit projetée ou conclue, dans les trois derniers exercices complets de la Société et qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence défavorable sur la Société ou ses filiales.

CONTRATS IMPORTANTS

La Société a conclu deux (2) contrats importants depuis le 1^{er} avril 2015, et aucun tel contrat important n'a été conclu avant le dernier exercice qui serait toujours en vigueur en date des présentes. Le 5 août 2015, la Société a conclu un prêt d'une valeur globale de cinq millions de dollars (CAD 5 000 000\$) avec la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ »), portant intérêt à un taux allant entre 7 et 10%, garanti par une hypothèque grevant l'universalité des biens meubles et immeubles de la Société et de sa filiale D-BOX USA Inc. (à l'exception de la propriété intellectuelle). Dans le cadre de ce prêt, la Société a émis à CDPQ 4 500 000 bons de souscription lui permettant chacun de souscrire à une action ordinaire de catégorie A de la société au prix de CAD 0,50 \$ pour une période de 48 mois se terminant le 5 août 2019. Le 18 décembre 2015, la Société a réalisé un placement privé sans recours à un courtier avec Gestion d'actifs Gold-Finance (Canada) Limitée en émettant 11 111 111 unités au prix de CAD 0,45 \$ l'unité, le produit brut revenant à Société s'établissant à cinq millions de dollars (CAD 5 000 000\$). Chaque unité se compose d'une action ordinaire de catégorie A et de trois-quarts de bon de souscription d'actions ordinaires de catégorie A. Chaque bon de souscription entier confère à son porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de catégorie A supplémentaire de la Société au prix de CAD 0,60 \$ jusqu'au 18 juin 2017.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres des actions de la Société est Services aux Investisseurs Computershare inc., laquelle détient les registres à son bureau de Montréal.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., est l'auditeur indépendant de la Société depuis 2004 et a signé en cette qualité le rapport des auditeurs indépendants sur les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires concernant la Société sont disponibles par Internet sur le site web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

On trouvera des renseignements supplémentaires, notamment sur la rémunération des administrateurs et des membres de la haute direction, les prêts qui leur ont été consentis, le nom des principaux actionnaires de la Société et les titres autorisés aux fins d'émission dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, le cas échéant, dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Société concernant sa dernière assemblée annuelle des actionnaires à laquelle il y a eu élection des administrateurs.

Des renseignements financiers supplémentaires sont fournis dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de la Société établis pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Le site web de la Société contient aussi des renseignements supplémentaires sur ses produits. On peut consulter ces renseignements à l'adresse www.d-box.com.

ANNEXE A : CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT DE TECHNOLOGIES D-BOX INC.

1. OBJET

La présentation et la divulgation de l'information financière de Technologies D-Box inc. (la « Société ») constituent l'un des aspects les plus importants de la gestion de l'entreprise et des affaires de la Société. Le conseil d'administration surveille le processus de présentation et de divulgation de l'information financière de la Société afin d'acquiescer l'assurance raisonnable que les objectifs suivants sont respectés :

- a) la Société se conforme aux lois, aux règlements, aux règles, aux politiques et aux autres exigences applicables des gouvernements, des organismes de réglementation et des bourses en matière de présentation et de divulgation de l'information financière;
- b) les conventions et les pratiques comptables, les jugements importants et les renseignements qui sous-tendent les états financiers de la Société ou qui y sont intégrés sont les plus indiqués en fonction des circonstances;
- c) les états financiers trimestriels et annuels de la Société sont exacts et présentent fidèlement la situation et la performance financière de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »);
- d) les renseignements pertinents sur la situation et la performance financière de la Société sont communiqués au public en temps opportun.

Pour aider le conseil d'administration à surveiller le processus de présentation et de divulgation de l'information financière de la Société, le conseil d'administration a mis sur pied le comité d'audit.

Bien que le comité d'audit dispose de pouvoirs et a des responsabilités qui sont stipulées dans la présente chartre, son rôle en est un de surveillance. Les membres du comité d'audit ne sont pas des employés à temps plein de la Société et peuvent être ou non comptables ou auditeurs de profession, mais d'une manière ou d'une autre, leur rôle n'est pas d'agir en cette qualité. Par conséquent, il n'incombe pas au comité d'audit de vérifier les renseignements et les états financiers de la Société ni d'établir que ceux-ci sont complets et exacts et conformes aux IFRS ainsi qu'aux règles et aux règlements applicables. Cette tâche incombe à la direction, aux auditeurs indépendants et aux autres professionnels dont la Société retient les services.

2. COMPOSITION ET COMPÉTENCES

Les membres du comité d'audit sont nommés chaque année par le conseil d'administration. Le comité est composé d'un minimum de trois (3) administrateurs non reliés choisis parmi les membres du conseil. Ils sont nommés à la première réunion qui suit l'assemblée annuelle des actionnaires ou à une autre réunion si un poste devient vacant. Le conseil d'administration nomme une fois par année le président du comité parmi les membres du comité d'audit.

Tous les membres du comité d'audit devraient avoir assez de connaissances financières pour lire et comprendre les états financiers. Au moins un (1) des membres du comité d'audit devrait avoir des « compétences comptables ou financières connexes » acquises dans le cadre d'emplois occupés dans le domaine de la finance ou de la comptabilité, l'accréditation professionnelle nécessaire en comptabilité ou toute autre expérience ou tous autres antécédents comparables qui lui ont permis d'acquiescer ces compétences financières, y compris avoir occupé le poste de chef de la direction, de chef des finances ou de membre de la haute direction assumant des responsabilités financières, et d'être en mesure d'analyser et d'interpréter un jeu complet d'états financiers et de notes afférentes conformément aux IFRS.

Dans le cadre de l'exécution des obligations qui incombent au comité d'audit, chaque membre de celui-ci doit pouvoir se fier de bonne foi aux documents suivants :

- a) les états financiers de la Société dont un membre de la direction de la Société ou les auditeurs indépendants, dans leur rapport écrit, lui ont déclaré qu'ils présentent fidèlement la situation financière de la Société conformément aux IFRS;

- b) les rapports d'un avocat, d'un comptable, d'un ingénieur, d'un évaluateur ou de toute autre personne dont la profession accorde de la crédibilité à ses déclarations.

Dans le cadre de l'exécution des obligations qui incombent au comité d'audit aux termes du présent mandat, chaque membre de celui-ci est tenu de faire preuve du degré de prudence, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente manifesterait dans des circonstances comparables. Ce mandat ne vise aucunement à imposer aux membres du comité d'audit une norme de prudence ou de diligence qui serait, de quelque manière que ce soit, plus rigoureuse ou plus vaste que la norme à laquelle tous les membres du conseil d'administration sont assujettis, et il ne doit pas être interprété comme tel. Le comité d'audit est essentiellement chargé d'exercer des activités de surveillance et d'examen qui lui permettront d'acquiescer l'assurance raisonnable (mais non de s'assurer) que les activités fondamentales entourant la comptabilité et la présentation de l'information sont menées de manière efficace et que les objectifs en matière de présentation et de divulgation de l'information financière sont atteints, et de pouvoir faire un rapport à cet égard au conseil d'administration.

3. PRINCIPES ET LIGNES DIRECTRICES DE FONCTIONNEMENT

Le comité d'audit doit s'acquiescer de ses responsabilités dans le contexte des principes et lignes directrices qui suivent :

- a) Le président du comité et les autres membres du comité d'audit ont des communications directes, ouvertes et franches tout au long de l'année avec la direction, les présidents des autres comités (le cas échéant) et les membres du conseil, les auditeurs indépendants et tous les conseillers principaux à d'autres comités, s'il y a lieu.
- b) Le comité, en consultation avec la direction et les auditeurs indépendants, élabore un plan de travail annuel en se rapportant aux responsabilités énoncées dans la présente charte.
- c) Le comité d'audit, en consultation avec la direction et les auditeurs indépendants, participe au processus d'étude et d'examen des questions financières importantes et des nouvelles normes susceptibles d'avoir une incidence sur la présentation et la divulgation de l'information financière de la Société.
- d) Il incombe au président du comité d'audit d'élaborer l'ordre du jour des réunions du comité d'audit en consultation avec les membres du comité, les membres de la haute direction et les auditeurs indépendants.
- e) Le comité communique ses attentes à la direction et aux auditeurs indépendants en ce qui concerne la nature et l'étendue de ses exigences en matière d'information et des délais à respecter à cet égard. Le comité s'attend à recevoir, de la direction et des auditeurs indépendants, au moins une semaine avant chaque réunion, les documents pertinents à toutes les questions à l'ordre du jour de cette réunion.
- f) Pour l'aider à assumer convenablement ses responsabilités, le comité peut retenir les services d'une ou plusieurs personnes ayant des connaissances spécialisées, aux frais de la Société, après avoir consulté la direction.
- g) À chaque réunion du comité, les membres du comité d'audit se réunissent à huis clos entre eux seulement, avec (au besoin), les auditeurs indépendants seulement et avec la direction seulement.
- h) Le comité, par l'entremise de son président, fait un rapport au conseil d'administration après chaque réunion du comité à la prochaine réunion du conseil qui est prévue ou plus tôt si requis.
- i) En tant que représentants des actionnaires, les auditeurs indépendants rendent ultimement compte de l'exécution de leur mandat au conseil d'administration et au comité d'audit. Le comité s'attend à ce que les auditeurs indépendants lui signalent toutes les questions importantes et toutes les questions susceptibles de le devenir qui découlent de leur relation avec la Société.

Le comité d'audit se réunit au moins à chaque trimestre, et plus fréquemment si les circonstances l'exigent. Il incombe au comité d'établir le moment où auront lieu les réunions, de convoquer celles-ci et d'en établir le fonctionnement en tenant compte des conditions suivantes :

- a) à toutes les réunions du comité d'audit, le quorum est constitué de la majorité des membres;
- b) les mesures prises par le comité d'audit à une réunion dûment constituée exigent au plus le vote favorable de la majorité des membres qui y assistent et, dans toutes les circonstances, une résolution ou un autre instrument écrit signé par tous les membres du comité d'audit est considéré comme une mesure prise par le comité d'audit.

Le responsable des finances de la Société et les auditeurs indépendants assistent habituellement à toutes les réunions du comité d'audit.

Le procès-verbal des réunions du comité d'audit est approuvé par le comité et remis au conseil d'administration à titre informatif.

Le secrétaire de la Société remplit la fonction de secrétaire aux réunions du comité d'audit.

4. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS

Le comité a les responsabilités suivantes :

4.1 Présentation de l'information financière

- Examiner, avant qu'ils ne soient publiés, les états financiers annuels ainsi que le rapport des auditeurs indépendants y afférent, et en recommander l'approbation au conseil d'administration.
- Examiner avant qu'ils ne soient publiés, les états financiers intermédiaires et annuels, le rapport de gestion et les communiqués de presse y afférents, et en recommander l'approbation au conseil d'administration.
- Examiner avant qu'ils ne soient publiés, les documents d'information publics comme un prospectus et la notice annuelle, tout document contenant les états financiers consolidés de la Société, et en recommander l'approbation au conseil d'administration.
- Examiner avant qu'il ne soit publié, un état sommaire présentant les points saillants des données financières intermédiaires ou annuelles ainsi que des perspectives financières destinées aux créneaux des marchés des capitaux, aux courtiers en valeurs mobilières et aux institutions financières.
- Discuter avec la direction et les auditeurs indépendants de la conformité et de la pertinence des conventions comptables de la Société.
- Discuter avec la direction des écarts importants entre les périodes comptables comparatives et les unités d'affaires comparables.

4.2 Conventions comptables

- Examiner l'incidence des modifications proposées aux normes comptables ou aux politiques ou règlements en valeurs mobilières portant sur les conventions comptables et la présentation de l'information, et en discuter de manière proactive.
- Examiner avec la direction et les auditeurs indépendants, les modifications proposées aux politiques comptables ainsi que les estimations et les jugements clés susceptible d'avoir une incidence sur la présentation de l'information financière et tenter de savoir si les politiques comptables, l'information divulguée et les estimations et les jugements clés sous-jacents sont considérés comme étant les plus indiqués dans les circonstances.
- Discuter avec la direction et les auditeurs indépendants de la clarté et de la suffisance de l'information financière divulguée par la Société.
- Examiner les exemples de conventions comptables et de présentation de l'information de la Société soumis par la direction par rapport à ceux qui sont suivis par d'autres sociétés dans le secteur d'activités de celle-ci.

4.3 Risques et incertitudes

Reconnaissant qu'il incombe au conseil, en consultation avec la direction : (1) de cerner les principaux risques commerciaux auxquels est exposée la Société; (2) d'établir le degré de tolérance aux risques de la Société; et (3) d'approuver la politique de gestion des risques, le comité d'audit se concentre sur les risques financiers importants et acquiert l'assurance raisonnable que ces derniers sont gérés ou contrôlés de manière efficace par la direction grâce aux moyens suivants :

- Acquérir l'assurance raisonnable que les risques financiers importants sont atténués ou contrôlés de manière efficace grâce aux moyens suivants :
 - (i) examiner avec la direction, au moins une fois chaque trimestre, la liste à jour de ces risques financiers ainsi que les mesures permanentes ou spéciales qui ont été prises pour gérer chacun d'eux;
 - (ii) discuter avec la direction de l'évaluation que fait celle-ci des risques financiers qu'entraîne, pour la Société, sa gestion de ces risques financiers, le cas échéant;
 - (iii) s'assurer auprès de la direction que les conventions, les procédés et les programmes existants sont convenables afin de cerner, de gérer et de contrôler ces risques financiers.
- Examiner au moins une fois par année, le caractère convenable des assurances contractées par la Société.
- Examiner trimestriellement la liste des dettes éventuelles de la Société, y compris les réclamations en justice, les avis de cotisation d'impôt et autres, qui pourraient avoir des répercussions importantes sur la situation et les résultats financiers de la Société et la manière dont ces éléments sont divulgués dans les états financiers.
- Examiner, au moins une fois par année, le caractère adéquat des pratiques de gestion des risques de change, des risques liés aux taux d'intérêt et des autres risques financiers, par exemple le recours aux instruments financiers dérivés.
- Examiner au moins une fois par année, les politiques qui exigent que les éléments de passif importants, actuels ou éventuels, soient signalés au conseil d'administration en temps opportun, ainsi que la conformité à ces politiques.

4.4 Contrôle financier et contrôle des écarts

- Examiner annuellement les plans des auditeurs indépendants afin d'acquérir l'assurance raisonnable que les procédures de contrôles internes sont adéquats compte tenu des risques, et sont complets, coordonnés et rentables.
- Examiner trimestriellement, avec la direction, le programme prévu par celle-ci ayant trait à l'élaboration et à la mise à jour des contrôles internes qui indique la progression des initiatives prévues ainsi que les mesures prises pour contrôler les écarts.
- Recevoir de la direction, des auditeurs indépendants, des conseillers juridiques ou autres personnes, des rapports réguliers sur les écarts importants observés, y compris toute indication ou détection de fraude, et les mesures correctives prises pour y remédier.
- Discuter avec la direction la base d'information utilisée par le chef des finances pour faire un rapport, au moins une fois par année, sur l'efficacité des contrôles internes de la Société.

4.5 Conformité aux lois et aux règlements

- Examiner les rapports réguliers de la direction, des auditeurs indépendants et des conseillers juridiques à l'égard de la conformité de la Société aux lois et aux règlements relatifs à la déclaration de revenus et à la

divulgateur de l'information financière, notamment ceux qui imposent des retenues, ayant un effet important sur les états financiers.

4.6 Relations avec les auditeurs indépendants

- Faire chaque année des recommandations au conseil quant à la nomination, à la révocation ou au remplacement des auditeurs indépendants.
- Approuver la rémunération et les modalités de la mission des auditeurs indépendants qui sont indiquées dans sa lettre de mission.
- Recevoir chaque année des auditeurs indépendants une déclaration écrite indiquant que les actionnaires, qui sont représentés par le conseil et le comité, sont leurs clients principaux.
- Recevoir chaque année un rapport des auditeurs indépendants quant à leur indépendance, ce rapport indiquant tous les services autres que l'audit fournis à la Société (et les honoraires et frais connexes).
- Examiner avec les auditeurs indépendants l'étendue de l'audit, les points devant faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'audit, la mesure dans laquelle l'audit indépendant peut être coordonné avec un processus d'audit interne et les seuils d'importance relative que les auditeurs indépendants se proposent d'utiliser.
- Établir des processus de communication efficaces avec la direction et les auditeurs indépendants pour être en mesure de surveiller objectivement la qualité et l'efficacité des relations entre les auditeurs indépendants, la direction et la Société.
- Recevoir des auditeurs indépendants des rapports sur l'état du programme d'audit approuvé, les constatations importantes des auditeurs indépendants, la lettre de recommandation ainsi que le rapport final des auditeurs.
- Rencontrer régulièrement les auditeurs indépendants en l'absence de la direction.
- Établir chaque année une liste des services que les auditeurs indépendants ne peuvent fournir de manière à sauvegarder leur objectivité et leur indépendance. S'assurer que cette liste de services prescrits est établie conformément aux exigences réglementaires applicables.
- Être tenu au courant, avant qu'ils soient confiés aux auditeurs indépendants, des services importants autres que l'audit qui doivent être fournis par ceux-ci.
- Examiner chaque année la politique d'embauche de la Société limitant l'embauche de certains employés, actuels ou anciens, des auditeurs indépendants.
- Examiner tout rapport des auditeurs indépendants ayant trait à la rotation prévue des associés chargés du dossier de la Société.

4.7 Autres responsabilités et questions

- Examiner et réévaluer chaque année la pertinence de la présente charte.
- Après avoir consulté le président et les auditeurs indépendants, acquérir l'assurance raisonnable, au moins une fois par année, que le personnel affecté aux finances et à la comptabilité de la Société est compétent et assez nombreux, et que les autres ressources connexes sont suffisantes.
- Être tenu au courant de la nomination des cadres financiers de la Société.
- Remplir toutes les autres fonctions que le conseil pourrait, de temps à autre, confier au comité.